

CANADIAN  
**CLIMATE**  
INSTITUTE



L'INSTITUT  
**CLIMATIQUE**  
DU CANADA

# RAPPORT ANNUEL, SUR LES RETOMBÉES 2021–2022

# QUI NOUS SOMMES

Principal organisme de recherche sur les politiques climatiques au Canada, nous produisons des études rigoureuses et formulons des recommandations fondées sur des données probantes pour faire avancer la question de la résilience climatique, montrer la voie vers la carboneutralité et favoriser la prospérité à long terme. Nous puisons notre force dans notre indépendance, la diversité et la richesse de notre personnel, de notre conseil d'administration et de nos conseillers – spécialisés dans l'atténuation, l'adaptation et la croissance propre – ainsi que la pluralité des acteurs et détenteurs de droits avec lesquels nous coopérons dans nos recherches.

## NOTRE VISION

Par une collaboration pancanadienne, nous voulons trouver des solutions pérennes aux changements climatiques qui soient porteuses de résilience communautaire, de prospérité économique et de justice sociale pour les prochaines générations.

## NOTRE MISSION

Nous contribuons à l'élaboration de politiques publiques avisées permettant à l'ensemble de la population canadienne de surmonter les changements climatiques et d'avancer vers la carboneutralité.



Environment and  
Climate Change Canada

Environnement et  
Changement climatique Canada

Les activités de l'Institut climatique du Canada sont rendues possibles grâce au soutien financier d'Environnement et Changement climatique Canada.

# CONSENSUS SUR L'URGENCE D'AGIR

L'année 2021-2022 a été marquée par de grandes transformations. Avec les changements climatiques qui s'accroissent à une vitesse alarmante et les phénomènes météorologiques extrêmes qui ont frappé de nombreuses régions canadiennes, l'urgence d'agir fait de plus en plus consensus.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à atteindre des cibles de réduction des émissions ambitieuses pour 2030 et la carboneutralité à l'horizon 2050. Les entreprises planifient leur gestion de la transition carboneutre. Et les investisseurs commencent à tenir compte des coûts des changements climatiques et des bénéfices de la résilience.

Nous n'avons pas été épargnés par ce vent de changement. Nous avons accru nos effectifs et sommes désormais un organisme de bienfaisance enregistré. Nous venons également d'adopter un nouveau nom – l'Institut climatique du Canada – plus fidèle à notre ambition d'être l'organisation de référence pour tous les aspects des politiques climatiques.

Nous avons également accueilli un nouveau président, Rick Smith. Grâce à Kathy Bardswick, sa prédécesseure, notre organisation naissante a pris un envol spectaculaire. Or, il reste encore fort à faire. Nous n'avons pas encore atteint notre altitude de croisière, mais portés par notre nouveau président, nous avons déjà gagné plusieurs milliers de mètres.

Cette trajectoire est cruciale alors que nous poursuivons notre mission : fournir des analyses de politiques factuelles et non-partisanes et faire participer les Canadiens à l'élaboration de politiques climatiques concrètes.

Nous savons que la trajectoire vers la carboneutralité ne sera pas sans embûches. Pour employer une métaphore inspirée du théâtre grec ancien, la lutte contre les changements climatiques est à l'image d'une « tragédie » en trois actes. D'abord, l'horizon : la psyché humaine est fondamentalement enracinée dans le présent, au détriment de l'avenir. Ensuite, le patrimoine commun : comme nous sommes tous affectés par les émissions de

PETER NICHOLSON • président



tout le monde, il est facile de penser que les efforts individuels sont vains. Enfin, la transition : il est difficile de briser des habitudes ancrées et de modifier nos investissements irrécupérables dans des sources émettrices provenant des automobiles, des bâtiments, des exploitations agricoles et des usines.

Il nous faudra des politiques conçues avec doigté pour s'attaquer à cette tragédie et susciter un changement à l'envergure et à la vitesse requises. Des politiques judicieuses aideraient également les plus vulnérables à surmonter les répercussions des changements climatiques et des mesures d'adaptation et d'atténuation.

Et c'est ici que l'Institut climatique entre en scène.

Depuis notre création il y a deux ans, nous avons fait de grandes contributions aux trois dimensions des politiques climatiques – l'atténuation, l'adaptation et la croissance propre – un peu partout au Canada et dans les deux langues officielles. La quantité et la qualité des travaux de recherche constituent une réussite de taille. Notre Institut est très respecté et influent. Mais la plus grande preuve de notre succès réside dans la multitude de demandes de conseils que nous recevons.

J'attribue notre réussite à plusieurs facteurs : nos employés sont formidables; nous avons trois comités d'experts réunissant les meilleurs cerveaux au pays; et notre conseil consultatif offre un précieux éclairage qui nous sera encore plus utile dans les prochaines années. Et j'aime à croire que notre conseil d'administration avisé nous mènera à bon port, aidant le Canada à mener la plus grande bataille de son époque.

Nous sommes impatients de travailler avec tous les Canadiens dans les prochaines années pour faire les progrès rapides essentiels à la prospérité dans un contexte de changements climatiques et avancer vers un futur carboneutre.

# RASSEMBLER LES CANADIENS DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

C'est pour moi un honneur de faire partie de l'Institut climatique du Canada, l'organisation de recherche sur les politiques climatiques par excellence au pays. Notre travail est essentiel. Aujourd'hui, les changements climatiques touchent tous les secteurs de l'économie et toutes les régions du pays. La date butoir de 2030 pour les réductions d'émissions arrivant dans moins d'une dizaine d'années, le Canada n'a d'autre choix que d'avancer résolument vers la carboneutralité.

L'urgence est de plus en plus criante, ce qui s'accompagne d'un grand changement dans la réceptivité. Plus que jamais, les acteurs de tous les horizons politiques sont à l'écoute. La question ne touche plus seulement les ministres en environnement et les citoyens consciencisés; elle concerne désormais l'avenir économique du Canada, la sécurité de ses infrastructures, et la sécurité, la santé et le bien-être de nos communautés.

Nous avons également été témoins d'avancées considérables en matière de politiques. En juin 2021, le Parlement adoptait la Loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité, obligeant Ottawa à produire son premier plan de réduction des émissions – une feuille de route complète. Et en mars de cette année, le gouvernement fédéral a livré la marchandise sous la forme d'un premier Plan de réduction des émissions pour 2030, dont nous avons évalué la capacité de nous mener à la carboneutralité.

Mais il n'y a pas que l'atténuation des changements climatiques. En automne 2022, nous attendons la publication de la première Stratégie nationale d'adaptation du Canada, qui jettera les bases d'un plan concret porteur de résilience climatique. Cette année sera également décisive pour le parachèvement de nouvelles règles de participation visant à l'alignement des ressources du secteur financier sur l'impératif de carboneutralité.

Résultat : le travail de l'Institut climatique est de plus en plus nécessaire et de plus en plus urgent. Nous devons proposer les meilleures réponses stratégiques afin que les décisions prises par le Canada ici, maintenant, soient les bonnes. Nos études gagnent en précision : nous sommes passés d'analyses générales à des recommandations

RICK SMITH • président



concrètes sur l'élaboration de politiques précises.

Jour après jour, nous interagissons avec des représentants du gouvernement, des experts, des représentants d'organismes sans but lucratif et des chefs d'entreprise. Conscients de l'importance de la réconciliation et du rôle essentiel des Premières Nations, des Métis et des Inuit dans la révolution de l'énergie propre, nous avons également des rencontres avec des leaders. Voilà pourquoi nous nous engageons non seulement à inclure les interlocuteurs et détenteurs de droits autochtones à la conversation, mais également, de plus en plus, à les laisser mener le bal.

Les discussions sont au cœur du fonctionnement de l'Institut climatique. Nous ratissons large pour récolter les meilleures idées et menons avec rapidité des recherches pertinentes sur des questions pressantes qui préoccupent les décideurs. Nous essayons d'embrasser le plus large éventail de points de vue possible. Et une fois nos études publiées, nous consacrons énormément de temps à nous assurer qu'elles soient lues par le plus de personnes possible.

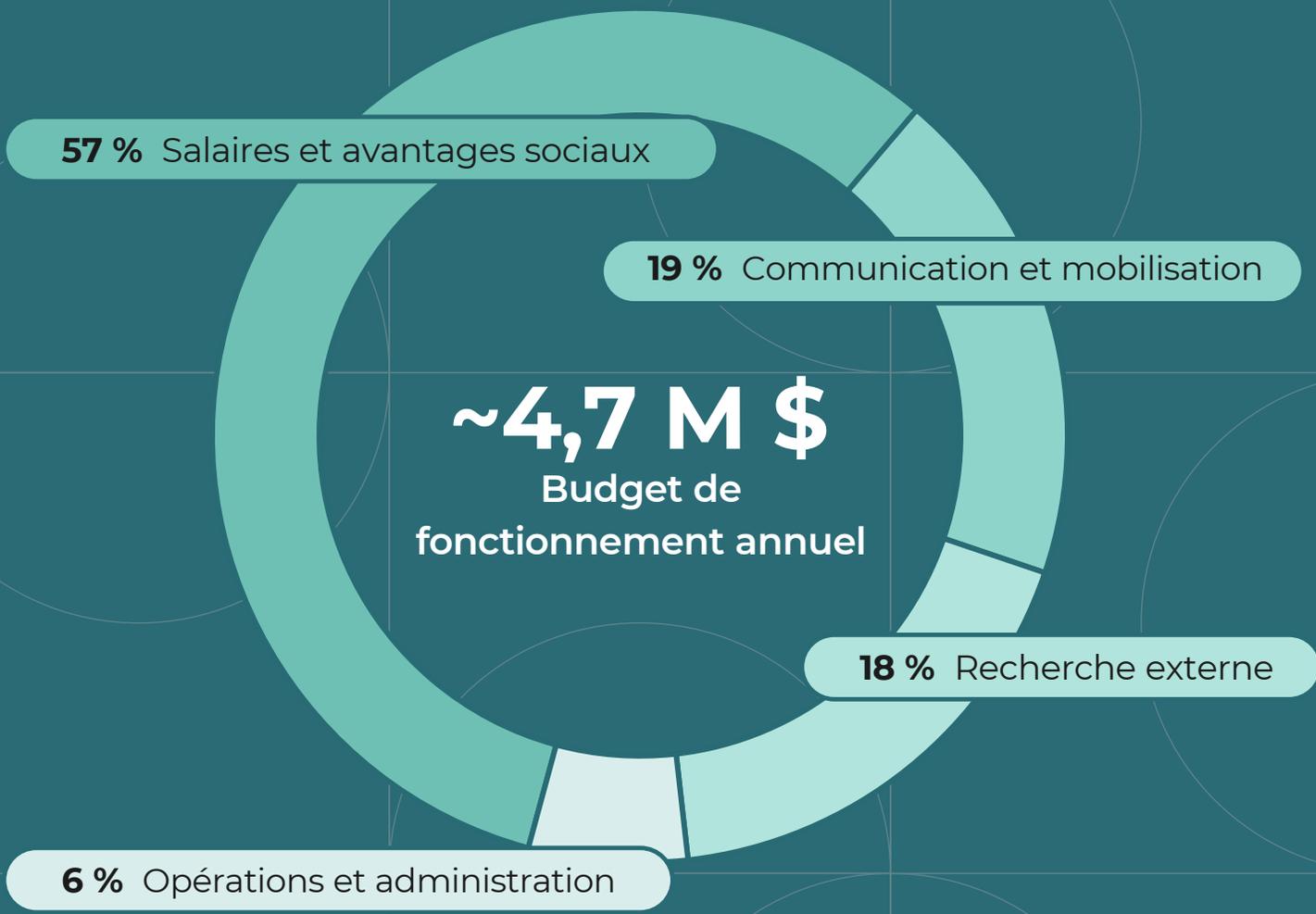
La collaboration est également notre mot d'ordre. Comme les enjeux sont les mêmes pour tous les pays, nous avons cofondé en novembre 2021 le Réseau international des conseils climatiques pour travailler avec nos collègues de partout sur la planète. Chez nous, au Canada, nous avons signé un protocole d'entente avec le nouveau Groupe consultatif pour la carboneutralité, avec qui nous travaillerons de plus en plus à des moments clés.

Les prochaines années seront déterminantes pour la protection des écosystèmes du Canada, de la santé et du bien-être des personnes qui y vivent et de la prospérité future du pays.

En cette époque passionnante, porteuse d'espoir et bien remplie, l'Institut climatique joue un rôle de meneur pour paver la voie à suivre.

L'Institut climatique du Canada :  
en chiffres

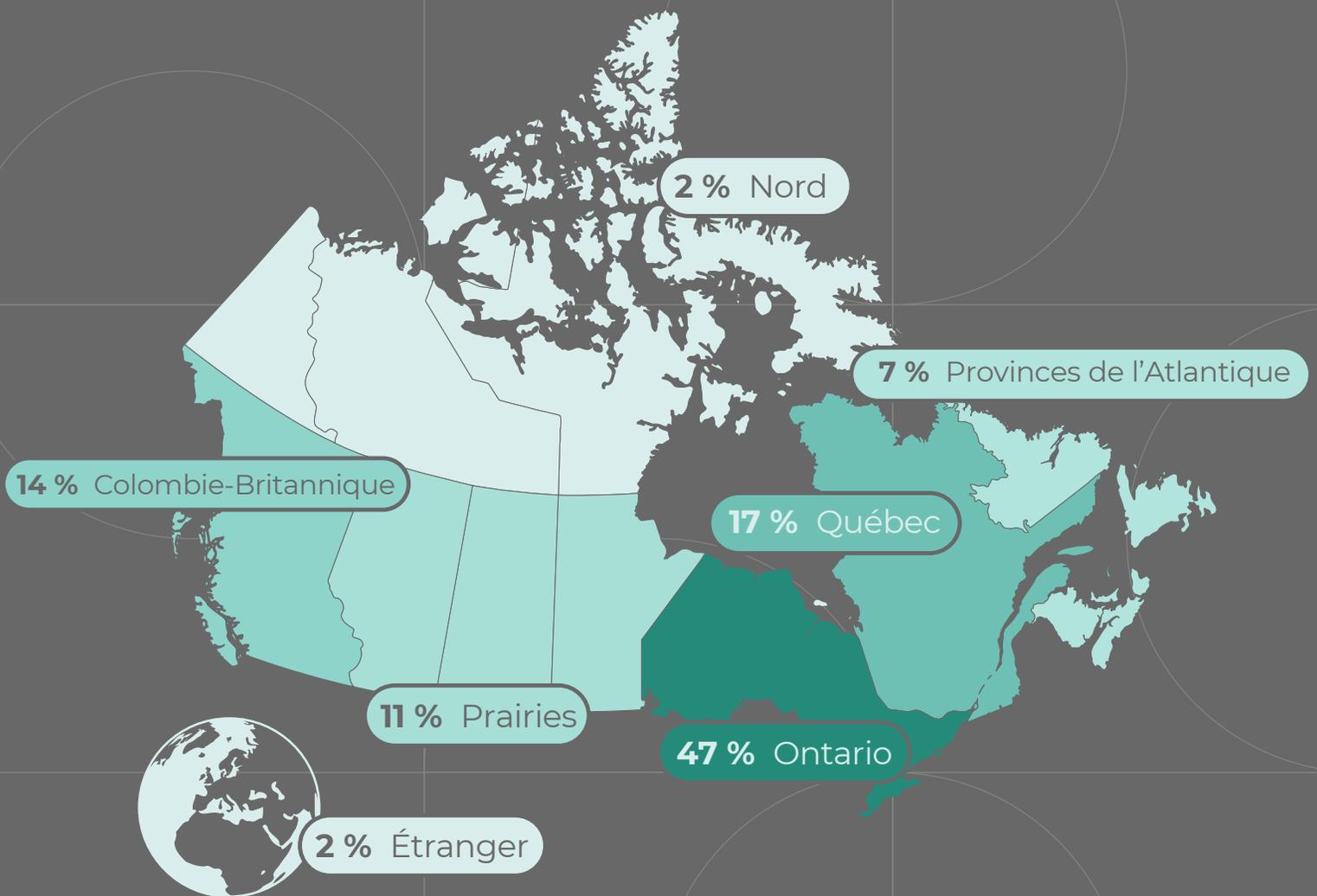
# PORTRAIT FINANCIER



L'Institut climatique du Canada :  
en chiffres

# REPRÉSENTATION RÉGIONALE

L'Institut climatique vise à ce que les membres du personnel, du conseil d'administration, des comités d'experts et des conseils consultatifs soient représentatifs de la diversité de la population canadienne.



L'Institut climatique du Canada :  
en chiffres

# NOS RÉALISATIONS EN CHIFFRES

\* Total cumulatif depuis 2020

## RAPPORTS ET PUBLICATIONS

10

 rapports  
publiés

87

 billets de  
blogue

26

 éditoriaux

14,175

 rapports  
téléchargés

## ÉVÉNEMENT

18

 présentateurs

1,600

 participants

## ENGAGEMENT

859

 personnes  
informées

11,568

 acteurs  
mobilisés

## MÉDIAS

4,195

 mentions dans  
les médias

674,850

 pages consultées  
sur le site Web

6,567

 abonnés  
aux courriels

10,697

 abonnés sur les  
médias sociaux

# DÉFINITION DE POLITIQUES CLIMATIQUES CONCRÈTES

L'Institut climatique du Canada aide les gouvernements, tous ordres confondus, à élaborer les politiques climatiques les plus efficaces. Nous le faisons en produisant des recherches de calibre mondial dans trois domaines cruciaux : l'atténuation, l'adaptation et la croissance propre. En 2021-2022, cette ambition s'est matérialisée par la publication de cinq grands rapports ainsi que d'une pluralité d'études de cas et de documents de cadrage.

Et nous n'avons pas laissé ces publications accumuler la poussière sur une tablette : éditoriaux, billets de blogue, webinaires, présence active sur les médias sociaux, premier événement d'envergure... nous nous sommes assurés de ne pas passer sous le radar. En parallèle, grâce à de nombreux tête-à-tête avec des décideurs, nos recommandations ont gagné en influence.

Aujourd'hui, nous sommes l'une des sources les plus fiables et les plus crédibles d'information sur les changements climatiques au pays pour les journalistes, les leaders d'opinion et les décideurs, comme le prouve la demande grandissante pour nos conseils et notre expertise.

## Liens avec les intervenants

Pendant l'année, l'Institut climatique a organisé plusieurs webinaires, ateliers et présentations en ligne – et participé à nombre d'autres – pour aider les intervenants à comprendre notre recherche et à transposer nos résultats dans des politiques climatiques percutantes.

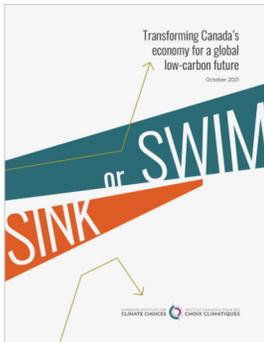
Présenté en collaboration avec le Groupe consultatif pour la carboneutralité le 25 octobre dernier, [\*\*L'économie carboneutre au Canada : assurer la prospérité dans un monde carboneutre\*\*](#) est notre événement le plus important jusqu'à présent. La



conférence virtuelle a attiré plus de 1 600 experts en politiques, politiciens, chefs d'entreprise et leaders autochtones motivés à discuter de la transformation sobre en carbone du Canada.

L'événement bilingue a rassemblé des conférenciers issus d'horizons diversifiés. La chef régionale de l'Assemblée des Premières Nations du Yukon Kluane Adamek (Aagé) a insisté sur les défis uniques que pose l'accélération des changements climatiques pour les communautés du Nord canadien. L'ancien gouverneur de la banque centrale Mark Carney a présenté les changements à prévoir sur les marchés financiers pour faciliter les grands investissements dans les économies vertes. Pendant ce temps, un comité d'experts rassemblant des chefs d'entreprise a parlé des mesures à prendre pour opérationnaliser les solutions sobres en carbone.

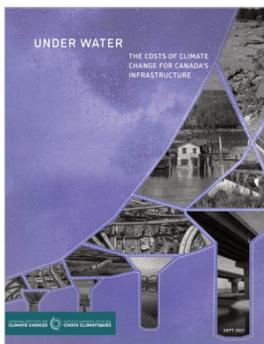
# GRANDS RAPPORTS



## ***Ça passe ou ça casse : transformer l'économie pour un avenir carboneutre***

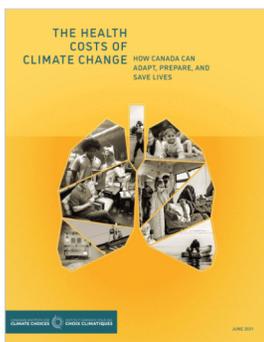
Partout sur la planète, la vague carboneutre gagne de nombreux pays et de nombreuses industries. Si le Canada veut prospérer dans cet environnement radicalement différent, il lui faudra de meilleurs leviers d'intervention. Et les enjeux sont grands : les choix d'aujourd'hui seront déterminants pour les perspectives économiques de demain.

Dans [Ça passe ou ça casse](#), rapport publié à l'automne 2021, nous analysons les façons dont le Canada peut surfer sur la vague carboneutre plutôt que nager à contre-courant. Notre analyse révèle qu'en mobilisant des capitaux privés et en facilitant la transition de la main-d'œuvre, le Canada améliorerait ses perspectives de prospérité – et nous avons ciblé quatre gestes que les gouvernements peuvent poser pour faciliter ces changements.



## ***Submergés : les coûts des changements climatiques pour l'infrastructure au Canada***

Sans investissements proactifs, les changements climatiques causeront des dommages importants aux résidences, aux routes, aux chemins de fer, aux réseaux électriques et aux autres structures essentielles. C'est ce qui ressort de [Submergés](#), la plus grande étude à ce jour faisant état des répercussions des changements climatiques sur les infrastructures canadiennes. Publié tout juste avant les inondations catastrophiques de l'automne en Colombie-Britannique, le rapport a contribué à alimenter la discussion sur cette catastrophe. Nous y adressons des recommandations aux gouvernements visant à favoriser la résilience des infrastructures – des changements qui se traduiront en économies de l'ordre de milliards de dollars par année pour le pays.

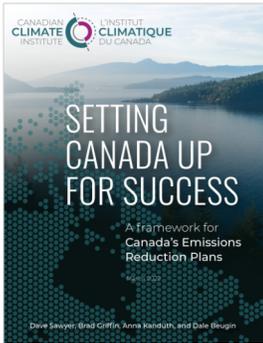


## ***Les coûts des changements climatiques pour la santé : comment le Canada peut s'adapter, se préparer et sauver des vies***

Vagues de chaleur meurtrières, feux incontrôlés, augmentation du smog urbain : les effets du réchauffement planétaire représentent une menace importante pour la santé publique, particulièrement pour les plus vulnérables. [Les coûts des changements climatiques pour la santé](#) – publié en juin 2021 – met un coût sur les répercussions, allant de la perte de productivité liée à la chaleur aux décès

causés par l'ozone troposphérique.

Notre modélisation montre que les changements climatiques pourraient coûter plusieurs milliards de dollars au système de santé canadien dans les prochaines décennies et engendrer des pertes de l'ordre de dizaines de milliards de dollars. Toutefois, ces répercussions ne sont pas inévitables. En intégrant les bienfaits pour la santé et les coûts climatiques à leurs décisions stratégiques, les gouvernements peuvent sauver des vies et minimiser les coûts pour la santé des changements climatiques.



## S'engager sur la voie du succès : cadre pour les plans de réduction des émissions du Canada

Le Canada a établi des politiques climatiques ambitieuses. Mais pour l'atteinte de ses cibles de 2030 et de 2050, une mise en œuvre énergique s'impose. Le plan gouvernemental de réduction des émissions – publié en mars 2022 – est un grand pas dans la bonne direction. Pour contribuer à son efficacité maximale, nous avons proposé un cadre qui s'appuie sur des pratiques exemplaires internationales et une expertise sur les politiques.

Dans *S'engager sur la voie du succès*, nous montrons qu'un plan de réduction des émissions crédible comporte des politiques capables de réduire les émissions assez rapidement pour permettre au Canada d'atteindre ses cibles. Il est également transparent; il précise les efforts sous-jacents à sa réussite, indique les entités responsables de sa mise en œuvre et prévoit une marche à suivre pour corriger le tir au besoin.



## La tarification du carbone au Canada : un état des lieux

Mandatés par Environnement et Changement climatique Canada, nous avons commandé à des experts une évaluation indépendante du mode de tarification des émissions de carbone adopté dans chaque province et territoire. Publié en juin 2021, *La tarification du carbone au Canada : un état des lieux* révèle que cette politique a donné lieu à des mesures de réduction des émissions. Si cette dernière s'appliquait à moins de 40 % des émissions au Canada avant 2016, le taux est passé à 78 % en 2020.

Toutefois, certains facteurs nuisent à l'efficacité de la tarification du carbone. Notre rapport pointe les plus importants. Pour y remédier, nous formulons des recommandations favorisant sa transparence, sa rentabilité, son efficacité, son équité et sa compatibilité interrégionale. Nous soulignons également la nécessité, pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, de travailler avec les peuples autochtones afin de mieux tenir compte des expériences et perspectives régionales dans les modes de tarification du carbone.

# ÉTUDES DE CAS, DOCUMENTS DE CADRAGE, ESSAIS, ETC.

## Diffusion des mesures de lutte contre les changements climatiques prises par les Autochtones

Pour orienter nos études et renforcer l'efficacité de nos recommandations de politiques environnementales, notre Institut s'est engagé à inclure et à amplifier les voix, les recherches et les visions du monde des Autochtones. C'est dans cette optique que nous avons commandé en 2021-2022 [une dizaine de publications](#) reflétant les connaissances et points de vue des contributeurs autochtones.

Certaines – comme *La décolonisation des politiques climatiques du Canada*, *Catastrophes non naturelles* et *Indigenomics, ou l'économie autochtone : gardiens de la nature* – se penchent sur les répercussions élargies du colonialisme et la nécessité de faire une place aux visions du monde et à l'expertise autochtones dans la lutte contre les changements climatiques au Canada.

D'autres portent sur des interventions ciblées. Pensons à « *Les peuples autochtones sont témoins des changements climatiques depuis des temps immémoriaux* », un plaidoyer pour des mesures cruciales comme l'expansion du programme de gardiens autochtones et la mise en place d'une économie de conservation.

D'autres, comme *Les vagues de changement* et

*Partenariats autochtones*, soulignent le leadership sur le plan de l'énergie propre. Le premier montre que les peuples autochtones sont des pionniers de la révolution nationale vers la sobriété en carbone, et le second aborde l'apport essentiel de leurs projets d'énergie renouvelable au respect des engagements climatiques du Canada.

Enfin, plusieurs études de cas révèlent des pistes intéressantes issues d'initiatives autochtones. *Protéger le patrimoine bio-culturel et les droits au territoire* et *L'Ayookxw s'inscrit dans la lutte aux changements climatiques* témoignent de l'adaptation des peuples autochtones du Québec et de la Colombie-Britannique à la crise climatique. D'autres études – *Semer des graines*, *Les répercussions des changements climatiques sur les bourdons à Mi'kma'ki* et *La vision à double perspective des camps de recherche interculturels* – font état de leçons tirées d'autres approches novatrices.

[Venons-en au fait sur la question des subventions pour les combustibles fossiles](#) propose un nouveau cadre pour aider le Canada à concrétiser sa promesse d'éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2023.

## Le rôle de l'électricité dans un Canada carboneutre

La réduction de la dépendance au pétrole et au gaz et le renforcement des infrastructures électriques sont des étapes essentielles à l'atteinte d'un avenir carboneutre. Pour montrer la voie à suivre, nous avons également produit en 2021-2022 plusieurs documents de cadrage portant sur les technologies, les stratégies, les obstacles et les politiques névralgiques liés à la capacité électrique au pays :

- [Renforcer la résilience des réseaux électriques canadiens pour un avenir carboneutre](#)
- [Trajectoires techniques pour aligner les secteurs de l'électricité canadiens avec la carboneutralité](#)
- [Améliorer l'intégration et la coordination des secteurs de l'électricité gérés par les provinces au Canada](#)
- [Les obstacles à l'innovation dans le secteur de l'électricité canadien et les leviers de politiques disponibles](#)
- [Favoriser la décarbonisation par l'intégration des systèmes énergétiques](#)

## Correction des déséquilibres internationaux

Pour réduire les répercussions transfrontalières des différentes tarifications du carbone, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis caressent tous trois l'idée d'imposer une taxe carbone sur certains biens importés. Dans [Ajustements carbone aux frontières](#), nous analysons les aspects techniques et administratifs d'un programme coopératif qui soutiendrait un tel mécanisme.



## Protection des plus vulnérables

Lorsque les changements climatiques frappent une communauté, ce sont les milieux dépourvus de ressources qui en paient le prix fort. [Vulnérabilité aux inondations et changements climatiques](#) examine la faisabilité et les avantages de tenir compte des vulnérabilités socioéconomiques à des endroits comme Windsor, en Ontario, où les milieux marginalisés et racisés sont disproportionnellement touchés par les inondations.

## Exploitation des solutions naturelles

Les infrastructures vertes peuvent renforcer la résilience climatique dans des communautés aux quatre coins du Canada, comme nous le montrons dans un trio d'études de cas. [Les terres humides comme infrastructures](#) met en lumière l'utilisation que font des villes comme Calgary, en Alberta, Nanaimo, en Colombie-Britannique, et St. Paul, dans le Minnesota, de leurs milieux humides pour atténuer les inondations. [Faire pousser la forêt en](#)

[ville](#) se penche sur le cas-école du programme ambitieux de plantation d'arbres de Montréal montrant que le couvert forestier en zone urbaine peut atténuer les vagues de chaleur, séquestrer les émissions de gaz à effet de serre, contenir les inondations et offrir d'autres avantages. En parallèle, [Les toits verts peuvent-ils aider les villes à faire face aux changements climatiques?](#) montre que les toits verts absorbent l'excès d'eau, réduisent la consommation d'énergie et favorisent la biodiversité. Il montre également que des politiques comme le règlement novateur sur les toits verts de Toronto peuvent favoriser leur adoption.

## Les meilleures pratiques au monde pour modèle

Le Canada a beaucoup à apprendre des autres pays dans le monde. Par exemple, depuis 2002, fort d'un éventail de mécanismes d'intervention regroupés sous la bannière *die Energiewende* (« la transition énergétique »), l'Allemagne se positionne comme leader en solutions climatiques. Dans [Réseau nouvelle génération de l'Allemagne](#), nous abordons le travail de ce pays avant-gardiste, le premier à déployer le solaire à l'échelle industrielle, un innovateur en efficacité énergétique et un concepteur de maisons écologiques.

En parallèle, [Le tout est plus grand que la somme de ses parties](#) propose une analyse poussée des structures et processus étatiques au Royaume-Uni, en Colombie-Britannique et aux États-Unis qui pourraient être adoptés pour améliorer la performance climatique du Canada.



# POURSUITE DE LA CONVERSATION

Les publications officielles ne sont pas le seul canal par lequel l'Institut climatique transmet ses connaissances et recommandations. Les membres du personnel et des comités d'experts écrivent également nombre de billets de blogue, d'éditoriaux et d'articles de journaux qui poursuivent la conversation sur les politiques climatiques. Voici quelques exemples :

## « Trois cartes montrant la nécessité d'une révision de la tarification du carbone au Canada »

La tarification du carbone fonctionne... à condition que les mécanismes soient bien conçus. Ce populaire billet de blogue consacré à l'efficacité des mécanismes fédéraux, provinciaux et territoriaux en relève les points positifs et les problèmes de conception à résoudre.

secteur pétrolier et gazier de l'Alberta de prendre le taureau par les cornes.

## « Nous construisons pour un monde qui n'existe plus, et tôt ou tard, les portefeuilles financiers en payeront le prix. »

Cet éditorial paru dans le Toronto Star avant la publication du rapport **Submergés** traite des coûts des changements climatiques pour les infrastructures du Canada.



## **L'expérience internationale pour lever**

En novembre 2021, l'Institut climatique a uni ses forces à plus de 20 comités consultatifs phares partout dans le monde – y compris le Groupe consultatif pour la carboneutralité du Canada – pour lancer le Réseau international des conseils climatiques. Première mondiale, le réseau permet une collaboration sans précédent entre les organisations, contribuant à la formulation des meilleures recommandations possibles fondées sur des données probantes pour nos gouvernements respectifs.

## « Le plus grand défi à la transition énergétique de l'Alberta n'est pas ce que vous pensez »

L'avenir du monde est sobre en carbone, peu importe le parti au pouvoir à Edmonton ou à Ottawa. Cet éditorial – publié dans Maclean's en marge de la COP26 – souligne que le moment est venu pour le

# LA SUITE DES CHOSES :

## des recommandations pratiques et applicables en 2022-2023

Nous assistons aujourd'hui à un changement de cap dans les conversations sur les politiques climatiques du Canada, passées d'un plaidoyer pour des mesures fortes à une discussion sur les meilleures stratégies de mise en œuvre. Pour la suite des choses, nous redoublerons d'efforts pour répondre à la demande croissante de conseils pratiques et applicables sur des politiques climatiques précises.

### Une recherche porteuse de résultats

Dans l'année à venir, notre équipe de recherche continuera à concentrer ses efforts sur l'atténuation, l'adaptation et la croissance propre. Nous évaluerons les progrès du Canada dans la lutte contre les changements climatiques. Nous bonifierons nos rapports prospectifs qui font notre renommée en allant plus loin, portant un regard acéré sur les enjeux et examinant les détails à l'échelle nationale et sectorielle. Et nous nous tournerons encore davantage vers les solutions concrètes, relevant les mesures et conditions stratégiques qui accéléreront la transition carboneutre.

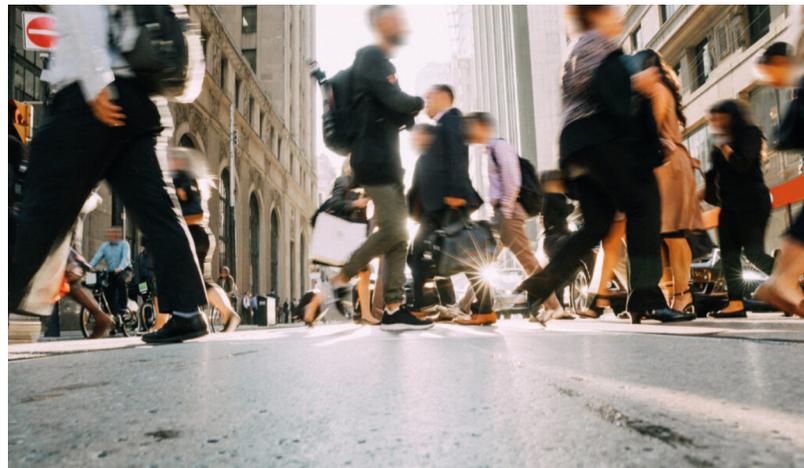
#### **ATTÉNUATION : Comment le Canada peut-il réduire ses émissions?**

En 2022-2023, nous nous sommes donné comme premier mandat l'**évaluation indépendante** du Plan de réduction des émissions du Canada pour 2030 publié en mars 2022. Nous avons examiné la capacité du Plan à permettre au Canada d'atteindre sa cible d'émissions pour 2030 dans une optique de carboneutralité à l'horizon 2050. Notre évaluation montre que malgré toute l'exhaustivité et la crédibilité du plan, sa réussite repose sur la stratégie employée – et la rapidité d'action – dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Elle dégage également cinq grandes politiques qui peuvent nous mettre sur la bonne voie en permettant les deux tiers des réductions d'émission nécessaires.

Nous publierons également deux rapports sur l'adaptation des réseaux électriques à la carboneutralité :

un prérequis d'une économie carboneutre. Le premier examinera les implications d'un réseau électrique carboneutre qui, au-delà d'une transition vers le renouvelable, passe par la création d'un réseau étendu et intégré, assez robuste pour supporter l'électrification du chauffage, du transport et d'autres secteurs qui dépendent actuellement des combustibles fossiles. Le second rapport présentera les politiques – et la coordination entre les différents ordres de gouvernements – nécessaires pour passer de la théorie à la pratique.

De plus, nous fournirons une analyse et des conseils continus au Groupe consultatif pour la carboneutralité du Canada, en examinant les principaux aspects d'une trajectoire carboneutre et en formulant des recommandations stratégiques pour les déployer.



#### **ADAPTATION : Comment le Canada peut-il se préparer à l'accélération des changements climatiques?**

En automne 2022, le gouvernement fédéral publiera sa Stratégie nationale d'adaptation, qui présentera une marche à suivre pour l'amélioration de la résilience climatique. Nous orienterons l'élaboration de ce plan crucial en participant à l'élaboration stratégique, en impliquant les décideurs clés dans les conversations, en

produisant des billets de blogue et des analyses de circonstance, et en commentant publiquement la version provisoire du cadre.

Cette année, nous mettrons également le point final à notre série sur les coûts des changements climatiques avec deux nouveaux rapports. Le premier portera sur les infrastructures nordiques, examinant les répercussions de la fonte du pergélisol sur les routes de glace, les aéroports, les bâtiments et d'autres structures critiques. Le second rassemblera ce travail dans un modèle macroéconomique analysant les effets des changements climatiques sur le PIB du Canada. Cette étude ultime sera publiée tout juste avant la publication de la Stratégie d'adaptation nationale par Ottawa.

En parallèle, nous utiliserons les constats de notre série sur les coûts des changements climatiques pour commencer l'élaboration de solutions stratégiques d'adaptation ciblées. En 2022-2023, cela impliquera plusieurs documents de cadrage sur les leviers d'intervention favorisant plus d'activités porteuses de résilience climatique.



### **CROISSANCE PROPRE : Comment le Canada peut-il prospérer dans une économie sobre en carbone?**

Dans la transition des marchés mondiaux vers la sobriété en carbone, nous produirons sept profils provinciaux qui en examineront les implications. S'appuyant sur l'analyse de notre rapport *Ça passe ou ça casse*, ils feront état des risques et des occasions de la croissance propre.

Nous produirons également un rapport sur les leviers d'intervention susceptibles de mobiliser les capitaux privés pour appuyer des possibilités de croissance propre. Nous analyserons les principes de finance durable et les stratégies pour fournir des incitatifs et

éliminer les obstacles aux investissements sobres en carbone.

### **ÉTUDES DE CAS AUTOCHTONES : Comment amplifier ces voix et points de vue essentiels?**

Nous avons lancé un appel pour six autres études de cas autochtones que nous publierons en 2022-2023. Rédigées par des chercheurs, des détenteurs de connaissances et des membres de l'équipe autochtones, ces publications toucheront une pluralité d'aspects des politiques climatiques d'un point de vue autochtone.

Les études de cas transcenderont les trois domaines de recherche de l'Institut climatique – atténuation, adaptation et croissance propre – et jetteront un éclairage sur ces initiatives dans différentes régions du Canada.

### **Une participation décuplant nos retombées**

Depuis notre création, notre équipe de communication et de mobilisation a travaillé d'arrache-pied pour faire de l'Institut climatique la source par excellence de recherche et de recommandations sur les politiques climatiques. En 2022-2023, nous continuerons à mobiliser les journalistes, leaders d'opinion et décideurs de tous les horizons pour favoriser une utilisation généralisée de nos études. Nous rendrons également ces dernières accessibles à l'ensemble des Canadiens.

Pour ce faire, nous miserons sur un renforcement des relations avec des interlocuteurs existants et une recherche de nouvelles façons d'élargir notre portée. Nous continuerons notre présence dans les médias traditionnels et les médias sociaux, ainsi que dans notre nouveau bulletin mensuel, pour rejoindre plus fréquemment les parties prenantes. Forts de notre succès de 2021, nous bonifierons également notre programmation événementielle, par l'ajout d'une autre conférence d'envergure en automne 2022, en collaboration avec le Groupe consultatif pour la carboneutralité du Canada.

## Personnes impliquées

# GOUVERNANCE

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gardien de l'excellence opérationnelle, de la transparence et de la responsabilisation financière de l'organisation, le conseil d'administration de l'Institut climatique du Canada donne les grandes orientations stratégiques. Voici la liste de ses membres, en date de mars 2022 :

**Peter Nicholson** • président  
Premier président du Conseil des académies canadiennes (retraité)  
Annapolis Royal (Nouvelle-Écosse)

**Mel Cappe**  
Professeur, Munk School of Global Affairs and Public Policy, Université de Toronto  
Toronto (Ontario)

**Catherine Cobden**  
Présidente et chef de la direction de l'Association canadienne des producteurs d'acier  
Ottawa (Ontario)

**Charmaine Dean**  
Vice-présidente, Recherche et international, Université de Waterloo  
Waterloo (Ontario)

**Gordon R. Lambert**  
Directeur en résidence, Suncor Énergie pour la durabilité, Ivey School of Business  
Calgary (Alberta)

**Bruce Lourie**  
Président, Ivey Foundation  
Toronto (Ontario)

**Normand Mousseau**  
Professeur de physique, Université de Montréal, et directeur académique, Institut de l'énergie Trottier  
Montréal (Québec)

**Sandra Odendahl**  
Vice-présidente, Développement durable et initiatives sociales, Banque Scotia  
Toronto (Ontario)

**Eme Onuoha**  
Directeur général, Affaires publiques internationales, équipe de direction mondiale, Investissement RPC  
Ottawa (Ontario)

**Chris Ragan**  
Professeur agrégé et directeur fondateur de la Max Bell School of Public Policy, Université McGill  
Montréal (Québec)

**Sybil Seitzinger**  
Directrice générale, Pacific Institute for Climate Solutions  
Victoria (Colombie-Britannique)

**Dominique Souris**  
Cofondatrice et directrice générale, Youth Climate Lab  
Ottawa (Ontario)

**Tosh Southwick**  
Vice-présidente associée de l'engagement et de la réconciliation, Université du Yukon  
Whitehorse (Yukon)

## COMITÉS D'EXPERTS

Fondés sur les meilleures études et données probantes, nos travaux sont éclairés par un groupe d'éminents spécialistes des quatre coins du pays. Trois comités d'experts (en adaptation, en atténuation et en croissance propre) formulent des recommandations sur la portée et les méthodes de recherche, procèdent à l'examen technique de nos principales publications et recommandations en matière de politiques et donnent des conseils à l'appui des initiatives de mobilisation et de communication de l'Institut climatique.

### Comité adaptation

**Jimena Eyzaguirre** • présidente  
Directrice de l'équipe internationale et spécialiste principale de l'adaptation aux changements climatiques, ESSA Technologies Ltd. Ottawa (Ontario)

**Jean Andrey**  
Doyenne, Faculté de l'environnement, Université de Waterloo Waterloo (Ontario)

**Alain Bourque**  
Directeur général, Ouranos, Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques Montréal (Québec)

**Ashlee Cunsolo**  
Directrice, Labrador Institute, Université Memorial Happy Valley-Goose Bay (Terre-Neuve-et-Labrador)

**Jane Hilderman**  
Directrice générale, ClimateWest Winnipeg (Manitoba)

**Glen Hodgson**  
Économiste, consultant financier, et attaché supérieur de recherches, Institut C.D. Howe Ottawa (Ontario)

**Brian Horton**  
Directeur, Centre de recherche Northern Climate ExChange, Université du Yukon Whitehorse (Yukon)

**Alexandra Lesnikowski**  
Professeure adjointe, Département de géographie, d'urbanisme et d'environnement, Université Concordia Montréal (Québec)

**Deborah McGregor**  
Titulaire de la chaire de recherche du Canada en justice environnementale autochtone, Université York Toronto (Ontario)

**Roger Street**  
Associé de recherche, Institut des changements environnementaux, Université d'Oxford Oxford (Royaume-Uni)

**Enooyaq Sudlovenick**  
Scientifique spécialiste des mammifères marins et étudiante au doctorat, Université du Manitoba Winnipeg (Manitoba)

**Jean-Patrick Toussaint**  
Directeur principal du programme climat, Fondation familiale Trottier Ottawa (Ontario)

## Comité atténuation

**Kathryn Harrison** • présidente

Professeure de sciences politiques, Université de la Colombie-Britannique Vancouver (Colombie-Britannique)

**Nancy Olewiler**

Professeure, École de politiques publiques, Université Simon Fraser Vancouver (Colombie-Britannique)

**Louis Beaumier**

Directeur exécutif, Institut de l'énergie Trottier Montréal (Québec)

**Annie Chaloux**

Professeure agrégée, Université de Sherbrooke Montréal (Québec)

**Mark Jaccard**

Directeur et professeur distingué, École de gestion des ressources et de l'environnement, Université Simon Fraser Vancouver (Colombie-Britannique)

**David Layzell**

Directeur, Canadian Energy Systems Analysis Research (CESAR), Université de Calgary Calgary (Alberta)

**Justin Leroux**

Professeur agrégé d'économie, HEC Montréal Montréal (Québec)

**Corey Mattie**

Gestionnaire de programme, HomeWarming Halifax (Nouvelle-Écosse)

**Juan Moreno-Cruz**

Professeur agrégé et titulaire d'une chaire de recherche du Canada, École d'environnement, des affaires et du développement, Université de Waterloo Waterloo (Ontario)

**Maria Panezi**

Professeure adjointe de droit, Université du Nouveau-Brunswick Fredericton (Nouveau-Brunswick)

**Nicholas Rivers**

Titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les politiques climatiques et énergétiques, Université d'Ottawa Ottawa (Ontario)

**Jennifer Winter**

Professeure adjointe, Département d'économie et directrice scientifique, Division de la recherche en politique énergétique et en environnement, École de politique publique, Université de Calgary Calgary (Alberta)

## Comité croissance propre

**Sara Hastings-Simon** • présidente

Chercheuse, Université de Calgary  
Calgary (Alberta)

**Catherine Beaudry**

Titulaire de la chaire de recherche du Canada en gestion et en économie de l'innovation, Polytechnique Montréal  
Montréal (Québec)

**Preety Bhandari**

Conseillère principale au programme sur le climat mondial et au centre des finances, World Resources Institute  
Arlington (Virginie)

**Yves Bourgeois**

Professeur d'économie régionale, Université du Nouveau-Brunswick  
Shippagan (Nouveau-Brunswick)

**Don Drummond**

Boursier Stauffer-Dunning, Université Queen's  
Ottawa (Ontario)

**Stewart Elgie**

Directeur général, Institut pour l'intelliProsperité et professeur en droit et en économie, Université d'Ottawa  
Ottawa (Ontario)

**Jane Kearns**

Vice-présidente des services de croissance et conseillère principale en technologie propre, MaRS Discovery District  
Toronto (Ontario)

**Tamara Krawchenko**

Professeure adjointe, École d'administration publique, Université de Victoria  
Victoria (Colombie-Britannique)

**Priyanka Lloyd**

Directrice générale, Green Economy Canada  
Waterloo (Ontario)

**Peter W.B. Phillips**

Directeur fondateur, École d'études supérieures de politique gouvernementale Johnson Shoyama, Université de la Saskatchewan  
Saskatoon (Saskatchewan)

**Mark Rowlinson**

Associé, Goldblatt Partners  
Toronto (Ontario)

---

## CONSEIL CONSULTATIF

Nos conseillers sont des chefs de file du secteur public, du secteur privé et de la société civile d'un océan à l'autre dont les points de vue contribuent à la pertinence, la rapidité et la faisabilité du travail de l'Institut climatique.

**Catherine Abreu**  
Ottawa (Ontario)

**Suzann Méthot**  
Montréal (Québec)

**Geoff Cape**  
Toronto (Ontario)

**Miles Richardson**  
Vancouver (Colombie-Britannique)

**Corey Diamond**  
Toronto (Ontario)

**David Runnalls**  
Ottawa (Ontario)

**Robert Larocque**  
Ottawa (Ontario)

**Jean Simard**  
Montréal (Québec)

**Steve Lee**  
Toronto (Ontario)

**Scott Skinner**  
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)

**Monique Leroux**  
Montréal (Québec)

**Sasha Sud**  
Toronto (Ontario)

**Kate Lindsay**  
Ottawa (Ontario)

**Katie Sullivan**  
Toronto (Ontario)

**Shianne McKay**  
Brandon (Manitoba)

**John Zhou**  
Edmonton (Alberta)